

Refusons cette politique d'austérité, de réarmement, cette marche à la guerre.

Medef, CPME, CFDT, CFE-CGC et CFTC n'ont pas trouvé d'accord à l'issue de la dernière séance du conclave au sujet des retraites malgré les multiples capitulations de la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC devant la volonté politique du patronat et du gouvernement. Ainsi, la mascarade du conclave a pris fin. Les syndicats encore présents ont cédé sur le maintien de l'âge de départ à 64 ans, autres concessions afin de dégager 6 milliards d'euros d'économies à l'horizon 2030 sur le dos des retraités, le compromis sur la table prévoit en effet une participation des retraités sous forme de CSG et de pensions sous-indexées sur l'inflation en 2026 et 2027. Toutes ces couleuvres avalées sous prétexte d'"avancées sociales" comme la prise en compte de nouveaux facteurs de pénibilité (postures pénibles, vibrations mécaniques, port de charges lourdes...) ouvrant droit à des départs anticipés, mais uniquement sur décision de la médecine du travail, un abaissement de l'âge d'annulation de la décote de 67 à 66 ans et demi, mais en l'indexant à l'espérance de vie ou des "concessions" sur des sujets tels que la carrière des femmes avec le calcul de la pension non plus sur les 25 meilleures années mais sur 23 ou 24 années, et le départ reste à 64 ans ! La CFDT approuve également la capitalisation permettant au gouvernement de lever ce tabou. François Bayrou veut acter toutes ces concessions faites par les organisations syndicales. Il considère que « *le chemin existe pour ne rien perdre des avancées [...] consenties* », ayant aussi promis que « *si cet accord entraînait des dispositions législatives, elles seront soumises au Parlement* ». « *Ce travail ne sera pas oublié, il ne sera pas annulé* », a-t-il insisté. Ajoutant : « *Nous allons, autant que possible, prendre en compte la totalité des concessions et des volontés de se rencontrer* » entre syndicats et patronat. S'« *il demeure des points de désaccord, le gouvernement les tranchera* » a affirmé devant les sénateurs le chef du gouvernement, considérant que les partenaires sociaux étaient « *à quelques centimètres de la réussite du conclave* » Il a confirmé ses propos dans sa conférence de presse du jeudi 26 juin allant jusqu'à proposer le pilotage du système de gestion des retraites par les partenaires sociaux comme le demande le patronat qui aurait ainsi les leviers *sur le niveau des pensions, l'âge de départ et le niveau des cotisations*.

Sophie Binet a cherché à renouer les discussions au nom du dialogue social. Elle tend la main au gouvernement après l'échec du conclave appelant à ce que la CGT et FO soient invités à Matignon au sujet des retraites, pourquoi faire ? Sinon accompagner les pires mesures austéritaires et les attaques contre les travailleurs.

L'urgence est de rompre avec le *dialogue social* et proposer un plan de bataille clair et ambitieux sur le terrain de la lutte des classes, afin d'arracher l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation et l'indexation des salaires sur l'inflation, mais aussi mettre un coup d'arrêt à la course à l'armement ainsi qu'aux coupes budgétaires que prépare le gouvernement pour 2026.

Mettre un coup d'arrêt à la course à l'armement ainsi qu'aux coupes budgétaires

Les 24 et 25 juin, l'Otan a réuni ses 32 États membres à La Haye, aux Pays-Bas dans le but de se réarmer : augmentation des dépenses de défense à 5%, renforcement des capacités antiaériennes et promotion de l'austérité. Prêts à tout pour assurer leur part dans la bataille pour la domination du monde entre les plus grandes puissances. Emmanuel Macron s'était déjà soumis, annonçant en février dernier vouloir mettre 5% de son PIB dans l'armée cela représente un peu plus de 145 milliards d'euros⁽¹⁾. Il confirmait mardi dans son allocution à Oslo que les français doivent sacrifier leur système social sur l'autel de la guerre en coupant les services publics, les systèmes de santé et de retraite jusqu'à leur disparition pour financer les dépenses militaires.

145 milliards plus la coupe budgétaire de 40 milliards pour 2026...La porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, « *on parle de réforme de l'État, de se questionner sur l'ensemble de nos dépenses, sur leur efficacité, ça demande un travail de fond assez considérable* » a-t-elle fait valoir notamment en matière de défense où « *il faut suivre la loi de programmation militaire (qui) est une des données du budget de 2026, mais aussi de 2027 (et) jusqu'à 2030* ». Le gouvernement « *regarde évidemment les gros postes de dépenses de l'État* », dont « *la sphère*

sociale ». L'Assurance maladie préconise des remèdes drastiques telle la fin de prise en charge à 100 % en cas de rémission de cancer ou un bonus-malus pour la prévention de l'absentéisme en entreprise ou encore la remise en cause des ALD⁽²⁾...« *On a commencé à bâtir les grandes lignes* », a sobrement commenté la ministre Catherine Vautrin, soucieuse surtout de ne pas alimenter de polémique sur les pistes explosives évoquées ces dernières semaines comme la TVA sociale, le gel des retraites, la hausse de la CSG...Le Sénat quant à lui va dévoiler ses recommandations « *début juillet* » et son président LR (le parti dont Retailleau est le président) Gérard Larcher redit qu'un « *gel budgétaire peut être fait de manière intelligente* », mais, sans toucher « *au régalién qui doit rester en dehors de l'épure* ».

Les socialistes cherchent à resserrer leurs rangs après l'échec de leur congrès en remettant la censure du gouvernement à l'ordre du jour mais ces censures sont sans débouché! Le RN ne la votera pas, préférant attendre le projet de budget à l'automne où Marine Le Pen fera l'arbitre au service du capital.

La réponse ne viendra ni du parlement, ni de Matignon encore moins de l'Élysée. Tous ces jeux politiques ne servent qu'à casser la mobilisation, valoriser le RN et désarmer les travailleurs face à l'impitoyable exploitation capitaliste.

Il est urgent de préparer la riposte contre la course à la guerre, les mesures austéritaires que le gouvernement veut mettre en place pour la financer.

Les moyens de vivre dignement existent. Le progrès continu de techniques et des connaissances devrait permettre à tous de s'épanouir sans avoir à exploiter ou dominer quiconque. Mais concernant les multinationales les véritables maîtres du monde, leurs principales préoccupations ce sont les profits, la lutte afin d'arracher les taux de profits les plus élevés pour le capital et pérenniser son accumulation. Les grands monopoles capitalistes se livrent des batailles acharnées pour le contrôle des matières premières, des voies de communications, de la force de travail, en même temps que la (re)conquête des marchés.

Pour faire reculer Macron et le capital il faut impérativement élever le niveau de la lutte de classe, tous ensemble dans la durée. C'est absolument vital de lutter dans la perspective d'une autre société débarrassée de l'exploitation capitaliste et de mettre fin à ce système désastreux pour l'humanité. Construire une société de coopération, solidarité, paix entre les peuples, une société socialiste.

⁽¹⁾À titre de comparaison 140 milliards d'euros ont été dépensés par la France dans les divers remboursements, 133 milliards d'euros pour les avances aux collectivités territoriales, 87 milliards d'euros pour l'enseignement scolaire ou encore 24 milliards d'euros pour l'écologie.

⁽²⁾ Une affection de longue durée (ALD) est une pathologie nécessitant des soins prolongés et des traitements particulièrement coûteux. Elle donne droit à exonération du ticket modérateur pour tous les actes en rapport avec elle (prise en charge à 100 % des dépenses liées à ces soins et traitements).